

Effets de la criminalité financière sur la croissance économique du Burkina Faso

COMPAORE Etienne^{1*},
BADO Kossoto Lazare²

Résumé

L'objectif de la présente recherche est d'analyser les effets de la criminalité financière sur la croissance économique du Burkina Faso. L'analyse utilise trois bases de données (WDI, Transparency international et Basel AML) couvrant la période 2012 à 2023. Pour atteindre l'objectif, le modèle de régression linéaire multiple est estimé à l'aide de la méthode des moindres carrés généralisés (MCG) : Prais-Winsten. Les résultats obtenus indiquent que la criminalité financière mesurée à travers l'indice de perception de la corruption (IPC) et l'indice de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme (Basel AML), impact négativement le produit intérieur brut par habitant. Ainsi, ces résultats appellent les décideurs politiques à l'application rigoureuse des lois, en renforçant le pouvoir des organes de contrôle tels que la Cour des comptes, l'ASCE-LC, le réseau national de lutte anti-corruption et la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) etc. La digitalisation de l'administration publique, notamment dans les procédures fiscales, les marchés publics et les déclarations de patrimoine, permettrait également de limiter les pratiques illicites.

Mots clés : criminalité financière, corruption, Burkina Faso, régression multiple, blanchiment d'argent, terrorisme.

Effects of financial crime on economic growth in Burkina Faso

Abstract

The objective of this research is to analyze the effects of financial crime on economic growth in Burkina Faso. The analysis uses three databases (WDI, Transparency International, and BaselAML) covering the period 2012 to 2023. To achieve this objective, the multiple linear regression model is estimated using the generalized least squares (GLS) method: Prais-Winsten. The results obtained indicate that financial crime, measured by the Corruption Perception Index (CPI) and the Money Laundering and Terrorist Financing Index (Basel AML), negatively impacts gross domestic

¹ CEDRES, Université Thomas SANKARA, 12 BP 417 Ouagadougou 12. Burkina Faso

² Académie de police, BP 40 Kamboinsé, Pabré, Burkina Faso

* **Auteur correspondant :** COMPAORE Etienne, comp.etienne@gmail.com,
ORCID : 0009-0007-0499-3272

DOI : <https://doi.org/10.64707/revstlsh.v41i2.1901>

product per capita. Thus, these results call on policymakers to rigorously enforce laws by strengthening the power of supervisory bodies such as the Court of Auditors, the ASCE-LC, the National Anti-Corruption Network, and the National Financial Information Processing Unit (CENTIF), etc. The digitalization of public administration, particularly in tax procedures, public procurement, and asset declarations, would also help limit illicit practices.

Keywords: financial crime, corruption, Burkina Faso, multiple regression, money laundering, terrorism.

Introduction

La criminalité financière est un phénomène qui impacte les économies à travers le monde, en particulier dans les pays en développement (Kulmie, 2023 ; Awalé et al.2025 ; Kingsley et al.2025). Elle englobe des activités telles que la fraude, le blanchiment d'argent et la corruption, qui sapent la confiance dans les institutions financières et entravent le développement économique. Pour ces auteurs (Kulmie, 2023 ; Awale et al.2025 ; Kingsley et al.2025), les effets de ces crimes sur la croissance économique sont souvent dévastateurs : ils limitent l'accès aux capitaux étrangers, augmentent le coût des transactions et détournent les ressources des investissements productifs. Criminalité et économie partagent une relation étroite, si bien que l'étude de la criminalité passe souvent par une bonne connaissance des mécanismes de l'économie et du contexte économique (Soullez, 2014). L'économie est en effet au cœur des activités criminelles, dans la mesure où elle influence les modes opératoires et l'organisation des réseaux criminels. À l'inverse, l'existence même du crime a, elle aussi, une influence sur l'économie. Cette criminalité se manifeste sous plusieurs formes notamment la criminalité de rue (vol, agression) ; la cybercriminalité (piratage, fraude en ligne, vol d'identité), la criminalité terroriste (actes terroristes) et la criminalité financière (Beccaria, 1764). Parmi ces manifestations, la criminalité financière se distingue par sa complexité et son impact systémique. A travers ses diverses manifestations notamment, le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme ou encore la corruption, la criminalité financière s'impose aujourd'hui comme un défi économique de portée mondiale (Radeef, 2022; Said et Karimi, 2024).

Dans cette optique, l'analyse économique de la criminalité financière conduit à relever deux évidences, les criminels cherchent à maximiser leurs profits ou leurs avantages et à minimiser les risques de répression

(Compin, 2005; Becker, 1968). Selon l'économie du crime de Becker (1968), les agents criminels sont dotés d'une rationalité économique, ils basculent dans le crime après un choix rationnel comparant les avantages du crime, en tenant compte du coût de sanction, avec les éventuels bénéfices qu'ils pourraient tirer d'une autre activité non criminelle.

Dans les pays développés, l'impact de tel crime pourrait être plus facile à contenir en raison de leurs capacités à mettre en place des mécanismes de régulation appropriés comparativement aux pays en développement selon le rapport de l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime : ONUDC (2005). Par exemple, Yong (2013), ancien directeur général de la banque mondiale affirme : les pays en développement perdent entre vingt (20) et quarante (40) milliards de dollars chaque année du fait de la corruption, du détournement de fonds et d'autres comportements illicites. De plus pour Dickinson (2012), chaque année des sommes gigantesques de capitaux sont transférées illégalement hors des pays en développement. Selon l'auteur, ces flux financiers illicites (blanchiment d'argent, pots-de-vin par des entreprises internationales et évasion fiscale...) privent les pays en développement des ressources qui pourraient servir à financer les services publics essentiels tels que la santé et l'éducation. Qu'il s'agisse de la sécurité, de la justice ou des services sociaux de base comme la santé et l'éducation, entraînant un affaiblissement de leurs systèmes financiers et de leur potentiel économique. En outre, bon nombre des activités (tromperies, falsifications, trafic de drogue) générant des fonds illicites sont criminelles. Si les délits financiers comme le blanchiment d'argent, la corruption et l'évasion fiscale sont nuisibles pour tous les pays, les effets sur les pays en développement sont particulièrement délétères (Dickinson, 2012). À titre d'exemple, la corruption détourne des fonds publics destinés à l'usage public vers une consommation privée. Dickinson (2012) estime que le blanchiment de capitaux nuit aussi au secteur financier. En effet, l'efficacité d'un secteur financier repose sur une réputation générale d'intégrité, que compromet le blanchiment d'argent. Le blanchiment d'argent peut ainsi entraver la croissance économique à long terme, au détriment du bien-être des économies toutes entières en réduisant l'investissement domestique et les recettes publiques. La gravité du blanchiment d'argent se reflète dans le volume total des fonds blanchis, estimé par le Fonds monétaire international (FMI) à environ 2 à 5 % du produit intérieur brut mondial (1998).

Par rapport aux conséquences négatives sur les économies, le Burkina Faso à l'image des autres pays, a adopté une législation pour lutter contre le blanchiment des capitaux. C'est le cas de loi N° 046-2024/ALT, relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive. Cette loi est harmonisée avec les recommandations du groupe d'action financière ou GAFI et elle prévoit des sanctions pénales, administratives, et des mécanismes de prévention (déclaration des flux financiers, vigilance renforcée sur les opérations bancaires).

Les flux financiers illicites ne sont pas une nouveauté en Afrique. Alors que l'Afrique subsaharienne (ASS) a reçu près de 2 000 milliards de dollars US d'investissements directs étrangers (IDE) et d'aide publique au développement (APD) entre 1980 et 2018, elle a émis plus de 1 000 milliards de dollars US de flux financiers illicites (Kohnert, 2024). Ces flux, acquis illégalement et en grande partie acheminés hors du continent, continuent de poser un défi de développement pour la région, car ils drainent des ressources nationales cruciales pour le développement du continent. Il ressort du rapport de l'Union Africaine de 2025, que les flux financiers illicites privent l'Afrique d'environ 88 milliards USD par an soit près de 3,7% du PIB continental, réduisant les ressources disponibles pour l'éducation et l'infrastructure.

Cette criminalité financière n'épargne aucun pays, qu'il soit développé ou en développement. Le cas du Burkina Faso est mis en exergue dans cet article et couvrent la période 2012-2023. En 2022, le Burkina Faso a enregistré un ralentissement économique imputable à l'instabilité sociopolitique et à la dégradation de l'environnement sécuritaire (Banque Mondiale, 2023). Après une croissance économique relativement forte de 6,9% en 2021, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a ralenti en 2022 avec un recul de 0,1% du PIB par habitant. Le déficit budgétaire a augmenté de manière significative pour atteindre, selon les estimations, 10,6% du PIB, principalement en raison de l'importance des dépenses de sécurité et des transferts sociaux. L'insécurité persistante a exercé une pression importante sur les ressources du gouvernement, augmentant les dépenses publiques totale de 31,3% du PIB (Banque Mondiale, 2023). L'accentuation de cette insécurité pourrait être, l'une des conséquences de la criminalité financière à savoir, le blanchiment d'argent, les détournements de fonds, la fraude fiscale, la corruption, les flux financiers illicites. En effet, certains auteurs (Efobi et Asongu, 2016), postulent que les flux

financiers servent essentiellement à financer les activités illégales, parmi lesquelles le terrorisme. Ils montrent que les flux financiers illicites amplifient le terrorisme à travers le financement des groupes rebelles. Cette amplification du terrorisme crée un environnement d'incertitude et provoque, entre autres, la fuite des investissements, des déplacements internes et externes des populations, des coups d'État, ce qui entraîne des effets pervers sur la fragilité des pays (Efobi et Asongu, 2016). Certaines recherches indiquent que les crimes financiers ont typiquement un impact négatif sur la croissance économique des pays émergents et en développement (Sani et AbuBakar, 2019). Dans les pays d'Afrique subsaharienne, la criminalité financière affecte les investissements étrangers et ralentit la croissance économique par l'incertitude juridique et économique (Musa, 2024). La littérature empirique suggère que la corruption réduit significativement le PIB par habitant, avec des effets négatifs persistants sur la croissance à long terme (Spyromitros, 2022). Les économies exposées à des niveaux élevés de blanchiment et de corruption peuvent voir une baisse des flux de capitaux productifs et du crédit au secteur privé, limitant la création d'emploi, l'innovation et donc l'économie (Madrueno et Silberber, 2024).

Pour illustrer cette criminalité financière au Burkina Faso, quelques cas peuvent être mis en exergue : par exemple, la justice burkinabè a épinglé quelques dossiers emblématiques ces dernières années en lien avec la corruption et le blanchiment d'argent. Un des cas les plus retentissant a été celui de l'ex-ministre de la défense, monsieur Jean Claude Bouda, à qui la justice a reproché, entre autres : une fausse déclaration d'intérêt et de patrimoine, un blanchiment des capitaux dans la construction d'une villa à Manga, d'une valeur estimée à plus de 252 millions FCFA (REN-LAC, 2023). En décembre 2024, Amidou Tiégnan est condamné par la justice pour avoir détourné plus de 3 milliards F CFA au ministère en charge de l'Action humanitaire³. Tous ces délits ou crimes constituent un manque à gagner pour l'économie burkinabè. Pour Thiombiano (2022), la criminalité financière constitue donc un véritable fléau social qui mine, d'une part, la sécurité des biens et, d'autre part, le développement socio-économique des États modernes.

³ <https://www.wakatsera.com/burkina-detournement-fonds-humanitaires-amidou-tiegnan-condamne-a-15-ans-de-prison>.(consulté le 04/02/2025)

Dans la littérature économique plusieurs raisons expliquent la criminalité financière. Dans la plupart des recherches, les auteurs (Mauro, 1995; Tanzi et Davoodi, 1998 et Zohra et Chkir, 2006 ;Kaufmann et Mastruzzi, 2007) classent les causes de la criminalité financière (corruption ; blanchiment des capitaux...) en quatre catégories : institutionnelle, politique, sociale et économique. Ndikumana (2007) résume les causes de la criminalité financière essentiellement à la concentration de pouvoirs, le pouvoir discrétionnaire pour les dépenses publiques, la structure du système fiscal, la faiblesse des salaires dans le secteur public, la tentative de détournement de la dette extérieure fongible et de l'aide au développement, et le manque de transparence des contrats internationaux, en particulier pour l'extraction des ressources naturelles.

La littérature économique abondante axée sur le lien entre la criminalité financière (la corruption et blanchiment des capitaux...) et la croissance économique, révèle des résultats assez controversés. En effet, certains auteurs postulent que la criminalité financière agit négativement sur la croissance économique (Mauro, 1995 ; Quirk, 1996 ; Kyriakos et al. 2017 ; Alban et al. 2018). D'autres, par contre pensent que la criminalité financière a des effets bénéfiques sur la croissance économique (Ferweda, 2012 ; Eatzaz et al.2012 ; Donwa et Julius, 2015). Devant ces effets mitigés, il est pertinent de savoir ce qu'il en est pour le Burkina Faso. Ainsi, la question de recherche est la suivante : quels sont les effets de la criminalité financière sur la croissance économique du Burkina Faso ? L'originalité de cette étude réside dans le fait que les auteurs abordent cette question de criminalité financière dans sa globalité (Trabelsi et Noubbig, 2014; Said et Karimi, 2024). Et que pour ce cas précis, l'analyse porte spécifiquement sur la corruption et le blanchiment d'argent considérées comme étant les deux infractions de criminalité financière les plus nuisibles aux Etats (Mauro,1995; Levi, 2015; Kingsley, 2021). Ces deux infractions se caractérisent par leurs effets systémiques sur les institutions, l'économie et la gouvernance des Etats. Tandis que la corruption détourne l'action publique et fragilise l'Etat de droit, le blanchiment d'argent permet la pérennisation et l'expansion des activités illicites au sein de l'économie légale.

A la lumière de son originalité, l'intérêt de cette étude vise à compléter la littérature existante. Pour atteindre cet objectif, le modèle de régression linéaire multiple a été estimé par la méthode des moindres carrés généralisés. Les résultats indiquent que la criminalité financière,

évaluée à travers l'indice de perception de la corruption (IPC) et l'indice Basel AML, a un impact négatif sur le produit intérieur brut par habitant. En ce qui concerne les implications pour la politique économique visant à améliorer le produit intérieur brut, cette recherche suggère qu'il est essentiel de formuler des recommandations basées sur ces résultats.

La suite de l'article s'articule de la manière suivante. La seconde section fait le tour d'horizon théorique de la criminalité financière. Ensuite, la troisième section s'intéresse aux tours d'horizon empirique de la relation entre la criminalité financière et la croissance économique. Aussi la quatrième section aborde l'approche méthodologique de recherche. En outre, la cinquième analyse les tests préalables à l'évidence empirique. De plus, la sixième section est consacrée à la discussion des résultats. Enfin la dernière section conclut le papier.

I. Revue théorique de la relation entre criminalité financière et croissance économique

La criminalité et l'économie entretiennent des relations structurelles profondes et apparaissent, dans les dynamiques contemporaines, comme des phénomènes étroitement imbriqués (Soullez, 2014). L'économie constitue en effet un cadre central des activités criminelles, en influençant tant les stratégies que les modes d'organisation des réseaux délinquants. Elle offre de nouvelles perspectives et opportunités aux criminels et ouvre un champ d'activités illégales de plus en plus vaste comme l'indique Soullez (2014).

La criminalité financière constitue donc un véritable fléau social qui mine, d'une part, la sécurité des biens et, d'autre part, le développement socio-économique des États modernes (Thiombiano, 2022). Pour Thiombiano (2022), la criminalité financière se manifeste par des formes multiples, et toujours renouvelées. Toujours selon l'auteur, les infractions financières de grande envergure telles que la corruption, le détournement de biens publics, la fraude et l'évasion fiscales peuvent littéralement ruiner l'économie de tout un pays ou constituer une entrave sérieuse à son développement. Le blanchiment d'argent, une forme de criminalité financière, est un phénomène mondial qui compromet la stabilité économique et politique des États (Ayodeji, 2012). Les blanchisseurs d'argent cherchent avant tout à dissimuler leur patrimoine, ce qui constitue le fondement même de cette pratique. De ce fait, la plupart des pays en développement présentent

des caractéristiques et des atouts qui attirent les blanchisseurs d'argent. Cela a selon Ayodeji (2012) des conséquences sur les dimensions économiques, politiques et sociales de ces pays. Les blanchisseurs d'argent, cherchant à dissimuler l'origine de leurs fonds illicites, les transferts d'un projet économique à un autre sans justification économique valable. De plus, n'ayant aucun intérêt à générer des profits, ils investissent le plus souvent leurs fonds illicites dans des entreprises économiques et commerciales qui ne profitent pas, en priorité, à l'économie du pays où ces fonds sont placés (McDowell et Norris, 2001). Ces activités portent atteinte à l'intégrité des institutions financières, ce qui nuit à leur solidité et à leur stabilité. Elles fragilisent les systèmes financiers, acteurs clés des transactions financières internationales, ce qui compromet le développement socioéconomique de ces pays. Les blanchisseurs d'argent privilégient les institutions financières (Masciandro, 1999) en raison de leur efficacité et du faible coût des transactions. Le blanchiment d'argent et autres infractions financières ont des conséquences économiques et sociales considérables pour les nations du monde entier (Santha, 2007). Pour, Demeshko et al (2024) lorsque l'intégrité des institutions financières est compromise, la perte de confiance des investisseurs décourage les investissements directs étrangers, ce qui peut à son tour perturber la croissance économique à long terme. Les impacts de la corruption sont majoritairement négatifs (Demeshko et al. 2024). Tanzi (1998) souligne que la lutte contre la corruption peut s'avérer coûteuse et indissociable d'une réforme de l'État. En l'absence de certaines réformes, la corruption risque de persister, quelles que soient les actions entreprises pour la réduire. Ce qui influence la performance de l'économie.

Leff (1964) et Huntington (1968) ont avancé l'idée que la corruption peut améliorer l'efficacité car elle supprime les rigidités imposées par le gouvernement qui entravent l'investissement et interfèrent avec d'autres décisions économiques favorables à la croissance. Ainsi, la corruption lubrifie le mécanisme. Lui (1985) soutient que le temps a des valeurs différentes pour différents individus, en fonction de leur niveau de revenu et du coût d'opportunité de leur temps. Ceux pour qui le temps est le plus précieux offriront des pots-de-vin aux fonctionnaires pour être autorisé à gagner du temps en passant devant tout le monde, c'est-à-dire à obtenir des décisions plus rapidement. Ainsi, la corruption peut être efficace car elle permet de gagner du temps pour ceux pour qui le temps est le plus précieux.

La théorie des choix publics, développée par des économistes de l'école moderne (Buchanan et Tullock, 1962), repose sur l'idée que les individus, qu'ils soient acteurs privés ou publics, agissent en fonction de leurs intérêts personnels. Dans le contexte de la criminalité financière, l'asymétrie d'information permet aux individus ou aux institutions de masquer des comportements frauduleux, comme la manipulation de marchés, la falsification de bilans financiers ou le blanchiment d'argent ce qui affecte l'économie dans son ensemble.

Becker (1968), l'un des membres fondateurs de la théorie économique du crime a introduit une perspective économique à l'étude du crime, en le considérant comme un choix rationnel. Selon Becker (1968), les individus commettent des crimes en effectuant un calcul coûts-bénéfices. Ils évaluent les gains potentiels d'un acte criminel par rapport aux coûts, qui incluent la probabilité de se faire attraper et la sévérité de la peine. Si les bénéfices attendus du crime surpassent les coûts perçus, l'individu choisira de commettre le crime. Pour Ehrlich (1975), comme pour Becker (1968), le crime est avant tout conçu comme un moyen de gagner sa vie ; les agents ne s'engagent dans le crime que si celui-ci paie, c'est-à-dire que les bénéfices nets (les gains moins les coûts) qu'ils dégagent sont supérieurs aux bénéfices nets du travail légitime. Dans la théorie économique du crime, Bhagwati (1981) postule que les flux financiers illicites servent principalement à financer les activités illégales, parmi lesquelles le terrorisme, entraînant ainsi un bouleversement des activités économiques voire l'économie. Les économistes ne sont pas les seuls à s'intéresser à l'étude de la criminalité dans son ensemble. Le sociologue Durkheim (1974) estime que le crime fait partie de la société tout aussi naturel que la naissance et la mort, et une société sans crime serait pathologiquement sous contrôle, de sorte que théoriquement, le crime ne pourrait disparaître complètement que si tous les membres de la société avaient les mêmes valeurs, mais une telle standardisation n'est ni possible ni souhaitable. Il considère le crime non pas seulement comme une violation des normes sociales, mais comme un élément nécessaire à la santé et à la dynamique sociale. A l'opposé, Tarde (1890) voit le crime non pas comme un phénomène fonctionnel ou normal, mais comme le résultat de processus sociaux spécifiques. Il soutient que les comportements criminels émergent et se propagent par imitation ce qui entraîne un coût à l'économie.

Le point suivant fait l'objet de la revue de la littérature empirique.

II. Revue empirique de la relation entre la criminalité financière et la croissance économique

Du point de vue empirique, plusieurs études se sont penchées à la relation entre criminalité et croissance économique. Les résultats des travaux de Sabroso et al (2023) menés aux Philippines sur la période 1990-2018, montrent que le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant s'est révélé très significatif par rapport au taux de criminalité, ce qui indique qu'une augmentation de 1 % du PIB par habitant augmenterait légèrement le taux de criminalité à 0,33 %. Autrement dit, une augmentation du taux de criminalité entraîne une réduction de la croissance économique.

Dans le même esprit, l'étude de Achim et al (2021) menée dans 27 pays de l'Union Européenne, sur la période 2005-2020 en utilisant un modèle de régression simple, analyse l'impact des différentes composantes de la criminalité économique et financière sur le développement économique et durable. Ils ont abouti à une corrélation positive entre le blanchiment d'argent et les indicateurs économiques et de développement durable.

Cependant, les recherches menées en Italie sur la période 1983-2009 par Kyriakos et al (2017), en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaires et un panel dynamique de 19 régions pour les estimations, ont trouvé une relation négative entre la corruption et la croissance économique.

Dans un rapport, Pietschmann et Walker (2011) montrent qu'en 2009, les revenus criminels représentaient 3,6 % du PIB mondial, dont 2,7 % (soit 1 600 milliards de dollars) ont été blanchis. Cela s'inscrit dans le cadre de l'évaluation largement citée par le fonds monétaire international, qui a déclaré en 1998 que le montant total du blanchiment d'argent dans le monde pourrait se situer entre 2 et 5 % du PIB mondial, sur une base annuelle. Quirk (1996) dans sa recherche menée dans 18 pays développés sur la période 1983-1990 a abouti à une réduction des taux de croissance économique annuels liée à l'augmentation des activités de blanchiment d'argent. Aussi, celle effectuée par Alban et al (2018) en utilisant la méthode de panel dynamique, est parvenue au résultat selon lequel le blanchiment d'argent a un effet significatif et négatif sur la croissance économique du Kosovo.

Akuoko-Konadu et Mahmud (2025) démontrent empiriquement, à partir d'un panel de 31 pays d'Afrique Subsaharienne que la corruption

freine la croissance par le canal du système bancaire, notamment en augmentant les prêts non performants et en réduisant l'efficacité de l'intermédiation financière. Hossein et Nwokolo (2021) quant eux, dans une analyse portant sur les pays de la CEDEAO, soulignent que la criminalité financière et le crime organisé aggravent la mauvaise gouvernance et entravent l'efficacité des politiques économiques ce qui se traduit par une baisse durable de la croissance. Au Nigeria Bwa et Ogwiji (2022) mettent en évidence que les flux financiers illicites entraînent une fuite importante de capitaux, limitent les capacités de financement du développement et exercent un effet négatif direct sur la croissance économique. Arthur et al (2024), à travers une revue systématique de la littérature africaine, montrent que les crimes financiers incluant la corruption, le blanchiment de capitaux la fraude et les flux financiers illicites réduisent la croissance économique en affaiblissant la mobilisation des ressources publiques. Les travaux empiriques ont régulièrement fait état d'une corrélation négative entre la croissance économique, le blanchiment et le niveau de corruption (Mauro, 1995; Kyriakos et al .2017). Cependant, la corruption n'empêche pas nécessairement la croissance économique lorsque d'autres facteurs y sont favorables. Par exemple, Eatzaz et al (2012) indiquent que les trois pays les plus corrompus selon les données de International Country Risk Guide pour le milieu des années 1980, l'Indonésie, le Paraguay et le Ghana ont connu une croissance économique moyenne de 1 % (bien que nettement inférieure à la moyenne mondiale de 3,2 %). Les travaux de Cabaravdic et Nilsson (2017) donnent des résultats intéressants où la relation entre croissance économique et corruption était significative et positive. Cela implique qu'un niveau plus élevé de corruption entraîne une croissance plus élevée du produit intérieur brut réel par habitant. Selon leur analyse, il ne s'agit que d'effets à court terme et la corruption peut effectivement graisser les rouages de l'économie à court terme. Tarik (2013) montre dans son étude portant sur une centaine de pays en développement a révélé que les crimes économiques entravent le financement du développement en réduisant la mobilisation des ressources publiques, suggérant que l'amélioration de la gouvernance est essentielle pour une croissance soutenue.

Ferwerda (2012), dans sa recherche a mesuré l'ampleur du blanchiment d'argent aux Pays-Bas, il a conclu que l'effet global du blanchiment d'argent sur la croissance est positif, tandis que l'effet du crime est négatif, puisque l'effet du crime augmente le blanchiment d'argent.

Autrement dit que le danger du blanchiment d'argent pour l'économie ne réside pas dans le fait qu'il affecte directement les variables macroéconomiques telles que la production, l'emploi ou la croissance. Le danger réside plutôt dans le fait que le blanchiment d'argent augmente la criminalité et que la criminalité a des effets négatifs sur l'économie (Unger et al., 2006).

Les travaux de Ouédraogo et Kaboré (2017) menés à partir du modèle économétrique structurelle Multiple Indicateur Multiple Cause (MIMIC) avec des données de la période 1999-2007 sur la taille de l'économie informelle des pays de l'Afrique de l'ouest ont montré que chaque année les criminels blanchissent en moyenne 52 800 280 800 FCFA en provenance de la vente de drogue. Toujours, selon ces auteurs il n'est pas du tout aisé de mesurer l'effet du blanchiment de capitaux sur le Produit Intérieur Brut. Toutefois il est probable qu'un niveau de blanchiment élevé dans une économie entraîne un accroissement du PIB/tête dans cette économie en augmentant la quantité d'argent disponible, dans le court terme. Le corollaire est que les criminels peuvent accroître leur consommation ou leur niveau d'investissement à court terme sans en être inquiétés. L'accroissement de la consommation et de l'investissement va donc entraîner un accroissement du niveau du Produit intérieur Brut et sur la croissance économique.

III. Approche méthodologique de recherche.

IV. Choix et analyse du modèle théorique

Becker (1968), applique la théorie économique à l'analyse du crime. Il considère les délinquants comme des agents rationnels qui comparent les coûts et les bénéfices de leurs actions. Selon lui, un individu commet un crime s'il estime que le gain attendu dépasse le risque de punition. Il propose un modèle où la criminalité peut être réduite en augmentant la sévérité des sanctions ou la probabilité d'arrestation, rendant ainsi le crime moins attractif. L'auteur remet en cause l'idée que la criminalité résulte uniquement de facteurs sociaux ou psychologiques, en soulignant l'importance des incitations économiques. Son approche a influencé les politiques publiques, encourageant des stratégies de dissuasion basées sur le renforcement des peines et l'amélioration des dispositifs de surveillance. Celui-ci transforme l'étude du crime en une question d'optimisation économique, intégrant la rationalité des criminels dans l'analyse des politiques pénales. Becker (1968), considère le crime comme étant une activité économique. Cette théorie étudie le passage à l'acte criminel en montrant qu'un crime est le

résultat de l'existence d'un délinquant motivé. En outre, la théorie de Becker (1968) montre que « l'offre » de crime dépend de la décision des individus de participer ou non à une activité illégale compte tenu des gains et des coûts de ces activités.

Comme les criminels sont supposés rationnels, alors l'espérance de l'utilité (c'est-à-dire la satisfaction espérée au sens mathématique du terme) liée à l'activité criminelle peut être modélisée comme suit :

$$EU_i = P_i * U(Y_i - f_i) + (1 - P_i) * U(Y_i) \quad (1)$$

Où P_i représente la probabilité d'être arrêté et condamné suite au crime, Y_i le gain retiré du crime, f_i l'équivalent monétaire de la sanction si le criminel est arrêté, U une fonction croissante de Y_i . Dès lors que $EU_i > 0$ l'individu i choisit de s'engager dans une activité criminelle. Le modèle peut être enrichi, en supposant que l'individu i arbitre entre une activité légale qui lui procure une utilité UL et une activité criminelle qui lui procure une utilité UC . Tant que $UC > UL$, l'individu s'engage ou poursuit ses activités criminelles. Supposons que $UC = UL$, et, de manière plus générale, on peut exprimer son utilité comme suit :

$$U_{Li} = g(\mu_i, w_i, q_i, S_i) \quad (2)$$

Où g est une fonction croissante de μ_i (la valeur que l'individu attribue au fait d'occuper une activité légale), W_i (le salaire), q_i (la probabilité de trouver un emploi, et décroissante avec S_i , la probabilité de perdre son emploi). Ce type de modèle très simple permet de comprendre le récidivisme et même la spécialisation des individus dans certaines activités criminelles : avec l'expérience, et l'accumulation de crimes, P décroît, Y s'accroît (avec l'efficacité, et d'autres formes de valorisation du crime : le plaisir par exemple), alors que q diminue (difficultés d'insertion sur le marché du travail, perte possible de capital humain pendant la durée du « séjour » sur le marché non-légal du travail), si bien que $UC > UL$.

Contrairement à Becker, qui estime que l'existence du crime résulte d'un délinquant motivé par les bénéfices de ses actions. La théorie des opportunités (Cohen et Felson, 1979) apporte d'autres éléments qui contribuent à expliquer le lien entre facteurs microéconomiques et passage à l'acte criminel. Un crime n'est pas que le résultat de l'existence d'un délinquant motivé : c'est aussi un concours de circonstances et d'opportunités. Selon cette théorie, un crime se produit lorsque trois conditions sont réunies : un délinquant motivé, une cible

appropriée (un bien ou une personne vulnérable) et l'absence d'un gardien capable d'empêcher l'acte (comme un policier, un témoin ou un dispositif de sécurité). Cette théorie met l'accent sur la prévention situationnelle, qui vise à réduire les opportunités criminelles en améliorant la surveillance, en sécurisant les biens et en renforçant le contrôle social informel. Cependant, cette théorie des opportunités est critiquée pour son manque de considération des facteurs sociaux et individuels influençant les motivations criminelles.

V. Choix du modèle empirique et des variables d'analyse

Le modèle utilisé pour analyser les effets de la criminalité financière sur la croissance économique du Burkina Faso s'inspire des travaux de Mehdi et al (2023). Il s'agit du modèle de régressions multiples, une méthode de modélisation utilisée dans plusieurs recherches (Damodaran, 2010 et Charreaux, 2014). Le modèle prédit la valeur d'une seule variable dépendante en utilisant des variables indépendantes connues, en prenant en compte plusieurs niveaux de données afin d'éviter les biais dans l'analyse (Moore et al., 2006 ; Gillaizeau et Grabar, 2011). Chaque valeur prédictive est pondérée aux poids indiquant leur contribution relative à la prédiction globale. Lors du calcul des poids ou des paramètres, l'analyse de régression garantit une prédiction maximale de la variable dépendante à partir de l'ensemble des variables indépendantes. Le modèle de régression multiple présente alors l'avantage de pouvoir déterminer l'effet direct des variables indépendantes sur la variable dépendante. En combinant plusieurs variables dans le modèle, la régression multiple aide à fournir des estimations plus robustes et moins biaisés de la relation entre les variables d'intérêt. Pour l'estimation, la méthode de prais-Winsten, qui constitue une variante des moindres carrés généralisés (GLS) a été utilisée. La méthode des moindres carrés généralisés (MCG) est une technique qui transforme le modèle de régression afin de respecter toutes les hypothèses de validité des moindres carrés ordinaires (MCO) (Belghiti, 2006 et Kartobi, 2013). Avant d'utiliser cette méthode, il est important de vérifier que les hypothèses des MCO sont respectées. Ces hypothèses comprennent l'indépendance statistique de la variable endogène avec les variables exogènes, la distribution normale des résidus, l'espérance nulle des résidus, la covariance nulle des résidus, la variance constante des résidus, l'absence de multicollinéarité entre les variables exogènes et le nombre d'observations suffisant (Gujarati et Porter, 2004 ; Belghiti, 2006 ; Wooldridge, 2010). La méthode de prais-Winsten permet une meilleure estimation que la méthode des

Moindres Carrés Ordinaires (MCO), car elle peut tenir compte de l'hétéroscédasticité potentielle et de l'autocorrélation dans les données et fournir des estimations plus précises et fiables (Prais et Winsten, 1954 ; Aragon, 2021).

Cette technique constitue une amélioration de la procédure Cochrane Orcutt en ce qu'elle conserve la première observation et permet ainsi une meilleure efficacité statistique (Prais et Winsten, 1954). Elle est particulièrement adaptée lorsque les erreurs du modèle présentent une autocorrélation sérielle d'ordre 1, puisqu'elle repose sur une transformation des variables permettant de neutraliser ce biais et de fournir des estimateurs efficaces, situation fréquente dans les séries temporelles (Geene, 2018). Afin de garantir la robustesse des résultats, la correction vce (robust) sous STATA a été appliquée. Celle-ci ajuste les écarts types en suivant l'approche de White (1980), de manière à fournir des estimateurs de variance robustes en présence d'hétéroscédasticité, assurant ainsi la validité asymptotique des tests statistiques. Ainsi, la stratégie d'estimation combine la correction de l'autocorrélation sérielle via la méthode Prais et Winsten (1954) et la prise en compte d'une éventuelle hétéroscédasticité à travers l'utilisation d'erreurs standards robustes, ce qui permet d'obtenir des estimateurs efficaces et des inférences fiables (Wooldridge, 2010).

Pour l'analyse, des variables ont été retenues sur la base des recherches antérieures.

Plusieurs variables expliquent la croissance économique. Bourhaba et al (2023) ont trouvé une relation instantanée positive entre la formation brute du capital fixe (FBCF) et la croissance économique dans leur recherche menée au Maroc. Dans ses recherches au Kosovo, Alban et al (2018) ont abouti à un effet négatif de la variable, blanchiment d'argent (BaselAML) sur la croissance économique. De même, Kyriakos et al (2017) ; Youbi et Salouka (2024) indiquent respectivement en Italie et dans les pays de l'UEMOA un effet négatif de la variable Indice de perception de la corruption (IPC). Quant à la variable, indice du capital humain (ICH) Piabuo Tieguhong (2017) et Ogundari et Awokuse (2018) sont parvenus à des effets positifs. En revanche, il ressort des travaux de Koinda et Zahonogo (2022) que l'investissement en capital humain (à la fois en santé et en éducation) impacte négativement la croissance économique dans les pays de l'UEMOA. Dans le cadre de ses travaux au Burkina Faso, Ouédraogo (2025) a établi la relation entre les investissements direct étrangers

(IDE) et la croissance économique. Il a abouti au résultat selon lequel les IDE agissent négativement sur la croissance économique. Pour le modèle d'analyse en série chronologique, basé sur la régression par la méthode des MCG (prais-Winsten), l'équation à utiliser est présentée de la façon la suivante :

$$PIB_hbt_t = \beta_0 + \beta_1 ICH_t + \beta_2 BaselAML_t + \beta_3 IPC_t + \beta_4 IDE_t + \beta_5 FBCF_t + \varepsilon_t \quad (3)$$

Où PIB_hbt, le produit intérieur brut par habitant : il est considéré ici comme proxy de la croissance économique. Le PIB par habitant est le produit intérieur brut divisé par la population. Le PIB est la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs résidents d'une économie plus toutes taxes sur les produits et moins les subventions non incluses dans la valeur des produits. Elle est calculée sans effectuer de déductions pour la dépréciation des biens fabriqués ou la perte de valeur ou la dégradation des ressources naturelles (Haoudi et Dada, 2019).

IDE : investissements directs étrangers ; BaselAML : Basel Anti-money Laundering (mesure les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme ou LBC/FT) ; FBCF : formation brute du capital fixe ; ICH : Indice du capital humain ; IPC : indice de perception de la corruption. β_0 : une constante ; β_1 à β_5 : sont les paramètres associés à chaque variable explicative ; ε_t : le terme d'erreur, t : 1 à 12 année.

VI. Présentation des sources des données

Le tableau 1 fournit une description des variables et des sources des données utilisées.

Tableau 1 : Variables utilisées dans le modèle et leurs effets attendus

Variables	Acronymes	Sources données	Type de variable	Effet Attendu
Produit intérieur brut par habitant	PIB_hbt (dollars US)	WDI	Dépendante	
Investissements directs étrangers	IDE (%PIB)	WDI	Indépendante	+
Indice de perception de la corruption	IPC	Transparency international (TI)	Indépendante	-
Basel Anti-money Laundering	BaselAML	Basel Institute on governance	Indépendante	-
Formation brute du capital fixe	FBCF (%PIB)	WDI	Indépendante	+
Indice du capital humain	ICH	WDI	Indépendante	+

Source : Construit par l’auteur à partir des données de la base WDI, TI et BaselAML

Les données de l’analyse couvrent la période 2012-2023 soit 12ans, et combine trois bases de données (WDI : World Development Indicators ; Basel Institute on governance et Transparency international). La plupart des données utilisées dans cette recherche proviennent de la base de données de la Banque mondiale (WDI) sur le développement, établie à partir de sources officiellement reconnues sur le plan international. Cette base présente les données les plus à jour et les plus exactes dont on dispose sur le développement dans le monde, et contient des estimations établies sur le plan international, régional et national. L’indice BaselAML (indice de blanchiment d’argent et financement du terrorisme) est issu de la base de données Basel Institute on governance. Cet indice varie de 0 à 10. S’il est égal à 0, cela signifie que le risque de blanchiment d’argent et financement du terrorisme pour un pays est faible. En revanche s’il est égal à 10, le niveau de risque est élevé en matière de blanchiment d’argent et financement du terrorisme dans un pays.

L’Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International, classe les pays en fonction du degré de corruption perçue dans les administrations publiques et la classe politique. C’est un indice

composite, un sondage, faisant appel à des données sur la corruption tirée de sondages d'experts réalisés par divers organismes indépendants. Il reflète des points de vue du monde entier, dont celui des experts qui résident dans les pays évalués. Cet indice concentre son attention sur la corruption dans le secteur public. Pour qu'un pays figure dans le classement de l'IPC, il faut donc que trois sources au minimum aient évalué son niveau de corruption. Transparency calcule alors une note moyenne pour chaque pays, arrondie à un nombre entier. Il est important de signaler que l'IPC est un indice standard compris entre 0 et 100. Un IPC nul (0) indique que le pays est totalement corrompu et un IPC égal à 100 reflète que le pays est entièrement non corrompu.

L'indice du capital humain (ICH) est un indicateur élaboré par la Banque Mondiale en 2018 pour mesurer le potentiel de productivité économique qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer atteindre à l'âge adulte, compte tenu de l'état de la santé et l'éducation dans son pays. Il est compris entre 0 et 1 (souvent exprimé en pourcentage de 0 à 100%). 0 : veut dire que l'enfant né aujourd'hui n'atteindrait aucun de son potentiel productif, par contre 1 signifie que l'enfant atteindrait son potentiel productif si la santé, la nutrition et l'éducation étaient parfaites.

VII. Tests préalables à l'évidence empirique

Les tests préalables sont l'ensemble des tests permettant d'avoir des régressions sans biais. Il s'agit principalement des tests de Dickey-Fuller, pour tester la stationnarité ; le test de multi colinéarité ; le test de distribution normale des résidus ; de l'espérance nulle des résidus ; la covariance nulle des résidus et le test de la variance constante des résidus.

Test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) :

Pour éviter des problèmes de régressions fallacieuses, les tests de stationnarité de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) et celui de Phillips-Perron (PP) sont souvent effectués. Dans le cadre de cette recherche nous retenons le Test de Dickey-Fuller Augmenté car sied le mieux.

H_0 : la série n'est pas stationnaire (elle a une racine unitaire)

H_1 : la série est stationnaire

D'après le tableau ci-dessous, les coefficients des tests de stationnarité ADF sont tous inférieurs aux valeurs critiques. Ce qui indique que les séries sont stationnaires en différence première, c'est-à-dire I(1). Les

résultats des tests en niveau I(0) ne figurent pas dans ce tableau. Nous avons retenu que les résultats significatifs, c'est-à-dire I(1). L'hypothèse de non-stationnarité est rejetée, quel que soit le seuil (1% ; 5% ; 10%) retenu, ce qui implique donc que les variables sont stationnaires et peuvent donc être estimées dans le cadre de cette recherche.

Test de stationnarité ADF

Variables	Coefficients (ADF)	Statistique t (valeur critique)	Conclusion	Ordre d'Intégration
PIB-hbt	-4,859**	-3,750	stationnaire	I (1)
IPC	-5,533 *	-3,000	stationnaire	I (1)
Basel_AML	-3,05**	-2,630	stationnaire	I (1)
FBCF	-2,53***	-1,577	stationnaire	I (1)
ICH	-3,070**	-1,134	stationnaire	I (1)
IDE	-4,630*	-2,951	stationnaire	I (1)

Source : Construit par l'auteur à partir des données de la base WDI, TI et BaselAML sous STATA 16

NB: ***, ** et * représentent respectivement les niveaux de signification de 1%, 5% et 10%.

I (1) signifie le degré d'intégration de la série

Test de multi colinéarité :

Dans le but de vérifier la cohérence des variables du modèle, il est nécessaire de tester le problème de multi colinéarité. Pour vérifier si les variables présentent un problème de multi-colinéarité, Asfaw et al. (2012) recommandent le calcul de la variance inflation factor (VIF). Un problème de multi-colinéarité est relevé dès lors qu'un VIF présente une valeur supérieure ou égale à 10. Dans le cadre de la présente recherche, les valeurs du VIF (ci-dessous) sont inférieures à 10, indiquant l'absence de problème de multi colinéarité. Par conséquent toutes ces variables explicatives peuvent être conservées et utilisées pour les estimations.

Tableau 2 : Test de multi colinéarité

Variabes	VIF	1/VIF
IPC	1,89	0,5285
Basel_AML	2,73	0,3667
FBCF	3,38	0,2954
ICH	4,77	0,2094
IDE	1,43	0,7013
Mean VIF	2,84	

Source : Construit par l'auteur à partir des données de la base WDI, TI et BaselAML sous STATA 16

Le test de distribution normale des résidus

Il existe plusieurs tests de normalité des résidus notamment Shapiro-Wilk ; Skewness/ Kurtosis et graphique. Dans cet article celui de Shapiro-Wilk est préférable pour sa simplicité.

- H_0 : les résidus suivent une distribution normale, contre l'hypothèse alternative
- H_1 : les résidus ne suivent pas une distribution normale.

Suivant le tableau 3 ci-dessous, la probabilité critique = 0 ,2438 est supérieure au seuil de 5% donc l'hypothèse nulle n'est pas rejetée. Cela signifie que les résidus ne s'écartent pas significativement de la normalité. La condition de validité du modèle est respectée.

Tableau 3 : Test de Shapiro-Wilk

Variable	Obs	w	v	z
Resid	12	0,91453	1,428	0,694
	prob			
	0 ,24377			

L'espérance nulle des résidus :

- H_0 : la moyenne des résidus est égale à zéro, contre l'hypothèse alternative
- H_1 : la moyenne des résidus est différente de zéro.

La moyenne des résidus est pratiquement zéro (-0,015), ce qui est attendu. La p value= 0,999, largement supérieure à tout seuil usuel (1%, 5%, 10%). Donc on ne rejette pas l'hypothèse nulle, la moyenne des résidus n'est pas significativement différente de zéro.

Tableau IV : test d'espérance nulle des résidus

<i>Variable</i>	<i>Obs</i>	<i>mean</i>	<i>std.err</i>	<i>std.Dev</i>	<i>[95% conf, interval]</i>
<i>Resid</i>	12	-0,0150307	10,24698	35,49656	-22,56847 22,53841

La covariance nulle des résidus :

Le test de Durbin Watson (DW) mesure ici l'autocorrélation des résidus. Celui-ci varie de 0 à 4. DW=2, dénote l'absence d'autocorrélation des résidus ; DW<2, signifie autocorrélation positive ; DW>2, autocorrélation négative. Dans le tableau 5 des résultats, DW=2,0210 donc pas d'autocorrélation sérieuse des résidus. Le rho négatif (-0,23) suggère une petite tendance à l'autocorrélation négative. Cependant les résultats peuvent être biaisés si cela n'a pas été corrigé.

Le test de la variance constante des résidus :

Cet article utilise le test de Breusch-Pagan/Cook-Weisberg pour tester l'hétéroscédasticité. L'on fait l'hypothèse que sous H_0 : les résidus ont une variance constante (homoscedasticité) contre l'hypothèse alternative H_1 : les résidus ont une variance non constante (l'hétéroscédasticité). Ici, la prob $> \chi^2 = 0,7384$ est supérieure à 5%, on conclut que les résidus sont homoscedastiques.

Avant de procéder à l'estimation finale du modèle, il est nécessaire de vérifier les hypothèses de validité des Moindres Carrés Ordinaires (MCO). À cet effet, plusieurs tests ont été réalisés notamment, le test de multi colinéarité, le test de normalité des résidus, le test de variance constante des résidus (homoscedasticité), la covariance nulle des résidus ainsi que le test d'espérance nulle des résidus. Les résultats obtenus indiquent que l'ensemble de ces hypothèses est respecté, à l'exception de celle relative à l'absence d'autocorrélation des résidus.

La violation de cette hypothèse ne remet pas en cause l'absence de biais des estimateurs MCO, mais elle affecte leur efficacité et fausse les tests statistiques usuels (tests de Student et de Fisher). Pour pallier cette difficulté, les Moindres Carrés Généralisés (MCG/GLS), une méthode d'estimation qui permet de corriger la structure de corrélation présente dans les résidus et produit des estimateurs linéaires, non biaisés et surtout efficaces. Concrètement, l'approche retenue repose sur la correction de l'autocorrélation de premier ordre (AR (1)) par la méthode de Prais-Winsten, qui constitue une amélioration de la procédure de Cochrane-Orcutt. Cette méthode a l'avantage de

conserver la première observation, évitant ainsi une perte d'information. L'estimation finale est donc réalisée à l'aide des MCG, garantissant la robustesse des résultats et la validité des inférences statistiques.

VIII. Discussions des résultats d'estimation

VIII.1. Significativité globale du modèle de régression linéaire multiple

Les résultats d'estimation sont résumés dans le Tableau 5 ci-dessous. Ils révèlent que le modèle est globalement significatif avec $\text{Prob} > F = 0,0092$ car inférieure à un 1%. La valeur de Fisher fait l'hypothèse que sous H_0 : les coefficients des variables explicatives sont tous nuls (le modèle n'explique rien). Contre l'hypothèse alternative H_1 : qui stipule qu'au moins un des coefficients est différent de zéro (le modèle a un pouvoir explicatif). La valeur calculée de la statistique de Fisher est de 9,04, tandis que la valeur critique lue dans la table de Fisher au seuil de 1 % est de 8,74 (ddl = 5,6). Étant donné que $9,04 > 8,74$, l'hypothèse nulle selon laquelle les coefficients des variables explicatives seraient tous nuls est rejetée. Le modèle est donc globalement significatif et présente une bonne capacité explicative de la variable dépendante.

$R^2 = 0,9090$, dénote le degré d'adéquation du modèle. 90,90% de la variabilité du produit intérieur brut (PIB) par habitant est expliqué par la variation des variables explicatives (IPC, BaselAML, IDE...). Le modèle est donc validé dans son ensemble.

VIII.2. Evidence empirique des effets de la criminalité financière sur la croissance économique

Les tests de significativité individuel (tableau 5) indiquent que les coefficients des variables : l'IPC ; BaselAML ; L'indice du capital humain (ICH) et la formation brute du capital brut (FBCF), influencent significativement le produit intérieur brut par habitant (PIB_hbt). Les résultats des coefficients révèlent conformément à nos attentes que, l'indice BaselAML a un effet négatif et significatif sur le produit intérieur brut par habitant au seuil de 5%. Ainsi, l'estimation économétrique révèle un coefficient de -195,17 pour l'Indice BaselAML dans la régression expliquant le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant. Ce coefficient (-195,17) signifie que lorsque l'indice BaselAML augmente d'une unité, le PIB par habitant diminue en moyenne de 195,17 unités, toutes choses égales par ailleurs. Autrement

dit qu'un pays qui présente un fort risque de blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, le produit intérieur brut par habitant de ce dernier a tendance à être faible. L'effet négatif du coefficient BaselAML sur le PIB par habitant s'expliquerait par le fait qu'un risque élevé de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme reflète une faiblesse des institutions financières et judiciaires, ce qui nuit à l'environnement économique. Aussi, un score élevé signifie que le pays est perçu comme plus vulnérable aux activités financières illicites, ce qui dissuade les investisseurs étrangers et freine les investissements locaux.

Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme affaiblissent la gouvernance, réduisent la transparence, et compromettent les politiques publiques. Ces facteurs conjugués ralentissent la croissance économique et, par conséquent, entraînent une baisse du PIB par habitant. Enfin, une mauvaise note dans l'indice Basel peut nuire à l'image ou jouer sur la crédibilité du pays à l'internationale, ce qui complique l'accès à des financements extérieurs. Le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme entraîneraient des restrictions bancaires, des sanctions ou une surveillance accrue par des organismes comme le groupe d'action financière. Un tel niveau de risque favorise l'implantation de réseaux criminels et terroristes, accentuant l'insécurité. La gouvernance est mise en cause, tout comme la fiabilité des institutions de contrôle et judiciaires. Ces résultats obtenus sont en phase avec ceux trouvés par Quirk (1996) ; Alban et al (2018) à Kosovo. Ces auteurs soulignent que le blanchiment d'argent redirige les fonds de projets sains et peu risqués vers des investissements à haut risque et non productifs, ce qui affecte la croissance économique. De plus, lorsque des entreprises ou des secteurs ne sont plus attrayants pour les blanchisseurs d'argent, ils ont tendance à les abandonner, ce qui peut entraîner la chute de ces secteurs et des dommages sérieux à leurs économies respectives. Toutefois, certains auteurs comme Unger et al (2006) ; Ferwerda (2012) , et Ouédraogo et Kaboré (2017) ont abouti à des résultats contraire. Pour ces auteurs il n'est pas du tout aisé de mesurer l'effet du blanchiment de capitaux sur le Produit Intérieur Brut par habitant. Toutefois il est probable qu'un niveau de blanchiment élevé dans une économie entraîne un accroissement du PIB/tête dans cette économie en augmentant la quantité d'argent disponible, dans le court terme. Le corollaire est que les criminels peuvent accroître leur consommation ou leur niveau d'investissement à court terme sans en être inquiétés. L'accroissement de la consommation et de

l'investissement va donc entrainer un accroissement du niveau du Produit intérieur Brut et sur la croissance économique.

Conformément aux effets attendus, l'indice de perception de la corruption (IPC) exerce une influence négative et significative au seuil de 10% sur le produit intérieur brut par habitant. En effet, une augmentation d'une unité de l'indice de perception de la corruption est associée à une baisse de -19,83 unités du PIB par habitant, toute chose égale par ailleurs. Autrement dit, un pays où le niveau de corruption est élevé, la croissance économique a tendance à être faible comparativement à un pays où le niveau de corruption est relativement faible. La raison plausible serait que les ressources de l'Etat destinées aux projets structurants sont certainement détournées à d'autres fins. Les réformes anticorruptions, bien qu'utiles à long terme, peuvent perturber les circuits économiques informels sur lesquels repose une partie de l'activité économique. En outre, le secteur informel, qui représente une grande part de l'économie burkinabè, peut être affecté négativement par une plus grande rigueur administrative. Ainsi, même si la corruption recule en apparence, ses effets économiques positifs peuvent tarder à se manifester. Cela explique pourquoi une amélioration de l'IPC peut s'accompagner d'une baisse du PIB par habitant à court terme. Ce résultat corrobore ceux obtenus par Kyriakos et al (2017) ; Youbi et Salouka (2024) respectivement en Italie et dans les pays de l'UEMOA. Ils expliquent que la corruption détourne les ressources publiques vers des usages non productifs, augmentant les coûts de transaction pour les entreprises et réduisant la productivité. Elle crée une pression sur les investisseurs étrangers, entraînant une baisse des investissements directs étrangers et affectant la compétitivité des firmes multinationales. Cependant, d'autres auteurs trouvent que la corruption est bénéfique pour l'économie (Eatzaz et al 2012 ; Cabaravdic et Nilsson, 2017). Selon leur analyse, il ne s'agit que d'effets à court terme et la corruption peut effectivement graisser les rouages de l'économie à court terme.

Il ressort des résultats qui précèdent, que la criminalité financière à travers la corruption et le blanchiment d'argent influence négativement le produit intérieur brut par habitant (PIB_hbt).

La formation brute du capital fixe (FBCF) agit positivement et significativement au seuil de 5 %, sur le PIB habitant. Le coefficient de 23,40 signifie que lorsque la formation brute du capital fixe augmente d'une unité, le PIB par habitant augmente en moyenne de 23,40 unités,

ceteris paribus. Autrement dit, le coefficient positif implique que les investissements productifs contribuent significativement à l'amélioration du niveau de vie mesuré par le PIB par habitant au Burkina Faso. Le lien positif entre la formation brute du capital fixe et le PIB/hbt s'expliquerait par le rôle essentiel de l'investissement dans la croissance économique. La FBCF augmente la capacité de production, renforce les infrastructures et améliore la productivité. Dans une économie en développement comme le Burkina Faso, ces effets sont particulièrement marqués. Ce résultat va dans le même sens que celui de Bourhaba et al (2023), qui ont trouvé un impact instantané positif de la formation brut du capital fixe sur la croissance et l'ouverture au commerce internationale dans leur recherche au Maroc. Contrairement à ces auteurs, (Cherakrak et al 2020 ; Maune et Matanda, 2022) ont trouvé une relation mitigée entre la FBCF le PIB par habitant.

Les résultats montrent que le coefficient de l'indice du capital humain (ICH) influence positivement et significativement au seuil de 10% le PIB par habitant. Quand l'indice du capital humain augmente d'une unité, le PIB par habitant croit en moyenne de 4061,78 unités monétaire toute chose égale par ailleurs. Cela suggère que l'investissement dans l'éducation, la santé et les compétences de la population a un effet substantiel sur le PIB par habitant. Ce résultat corrobore ceux de Piabuo et Tieguhong (2017) et Ogundari et Awokuse (2018). En revanche, il ressort des travaux de Koinda et Zahonogo (2022) que l'investissement en capital humain (à la fois en santé et en éducation) impacte négativement la croissance économique dans les pays de l'UEMOA et qu'il existe une relation de complémentarité entre les dépenses publiques d'éducation et les dépenses publiques de santé.

Tableau V : Les résultats d'estimation du modèle de régression linéaire multiple

VARIABLES	PIB_hbt
IPC	-19,83* (9,66)
BaseAML	-195,17** (60,48)
FBCF	23,40** (9,08)
ICH	4061,78* (1890,68)
IDE	-5,95 (13,11)
F (5,6)	9,04
Prob >F	0 ,0092
Observations	12
R-squared	0,9090
Rho	-0,2278
Durbin Watson (original)	2,0210
Durbin Watson (transformed)	2,0364

Source : Construit par l'auteur à partir des données de la sous base WDI, TI et BaselAML STATA 16

Remarque : *** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$: sont les seuils de significativité.

Les coefficients sont rapportés avec leurs écarts types entre parenthèses.

VIII.3. Test de sensibilité

Cette analyse permet de vérifier la solidité des résultats empiriques obtenus dans le modèle de régression multiple en faisant une analyse de sensibilité. En effet, les estimations économétriques peuvent être sensibles au choix de l'estimateur à la spécification retenue à la présence d'observations extrêmes ou encore à la structure de variance des erreurs. Afin de s'assurer que les résultats ne reposent pas sur un artefact méthodologique, plusieurs tests de robustesse ont été réalisés.

Les résultats du tableau 6 montrent que les coefficients associés aux variables d'intérêt (BaselAML et IPC) demeurent négatifs, significatif et relativement stable à travers la spécification. Dans le modèle de base (tableau 5), le coefficient de l'indice BaselAML est de -195,17 et celui de l'IPC est de -19,83. Après introduction des variables telles que : les dépenses militaires et la taxe sur le revenu, les coefficients de nos

variables d'intérêt varient respectivement entre -195,17 et -330,18 pour l'indice Basel, et entre -19,83 et -59,57 pour l'IPC. Cette stabilité indique que l'effet estimé de la criminalité financière sur le produit intérieur brut par habitant est robuste au choix des variables de contrôle. Des tests sur l'hétéroscédasticité et l'autocorrélation ont été effectués, et pris en compte dans l'estimation du modèle. Ainsi que des analyses des résidus à travers Shapiro-Wilk et des tests de multi colinéarité entre les variables de régression afin de mesurer la force et le sens des corrélations etc. L'ensemble des tests de robustesse réalisés confirment la stabilité et la fiabilité des résultats principaux. On peut donc conclure que les estimations obtenues sont solides et ne dépendent pas d'hypothèse spécifique sur la structure des erreurs ou sur la sélection des variables de contrôle.

Tableau VI : Les résultats de sensibilité

VARIABLES	PIB_hbt
IPC	-59,57*** (5,90)
BaseAML	-330,18*** (34,42)
FBCF	2,64 (4,07)
ICH	4046,62** (683,34)
IDE	-55,35** (9,32)
DepensesMillitaires	-253,89** (46,63)
Taxe sur revenu	109,66*** (17,09)
F (7,3)	321,45
Prob >F	0,000
Observations	11
R-squared	0,99
Rho	-0,9949
Durbin Watson (original)	2,6582
Durbin Watson (transformed)	3,3803

Source : Construit par l'auteur à partir des données de la sous base WDI, TI et BaseAML STATA 16

Conclusion et implications de politiques économiques

Cette recherche s'est donnée pour objectif général d'analyser les effets de la criminalité financière sur la croissance économique du Burkina Faso couvrant la période 2012-2023. L'analyse utilise trois bases de données différentes (Banque mondiale : WDI ; Transparency international ; BaselAML). Pour atteindre l'objectif, le modèle de régression linéaire multiple est estimé à l'aide de la méthode des moindres carrés généralisés. Il ressort des résultats que la criminalité financière mesurée à travers l'indice de perception de la corruption (IPC) et l'indice Basel AML, impact négativement le produit intérieur brut par habitant. En termes d'implications de politique économique pour l'amélioration du produit intérieur brut cette recherche montre qu'à la lumière des résultats, des recommandations méritent d'être formulées. Ces résultats appellent à des réformes structurelles profondes en matière de gouvernance économique et institutionnelle. En appliquant rigoureusement les lois, en renforçant le pouvoir des organes de contrôle tels que la Cour des comptes, l'ASCE-LC, le réseau national de lutte anti-corruption et la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) etc. La digitalisation de l'administration publique, notamment dans les procédures fiscales, les marchés publics et les déclarations de patrimoine, permettrait également de limiter les pratiques illicites.

Par ailleurs, l'Etat doit promouvoir la transparence dans la gestion des finances publiques et encourager la participation citoyenne au contrôle de l'action publique. Une meilleure coopération entre les acteurs nationaux (banques, secteur privé, justice, police) et les partenaires internationaux est aussi nécessaire pour lutter efficacement contre les réseaux transnationaux de blanchiment d'argent. Cela permettrait de faciliter le rapatriement des ressources de l'Etat détournés et placés dans d'autres pays. Les politiques économiques nationales doivent intégrer la lutte contre la criminalité financière comme un levier central de la croissance, au même titre que les infrastructures, l'éducation ou la politique industrielle.

En termes de perspective, plusieurs axes de recherche pourraient être explorés pour mieux comprendre et combattre la criminalité financière au Burkina Faso. Une analyse approfondie des impacts socio-économiques de ces activités pourrait révéler les coûts réels sur le développement. L'évaluation des politiques publiques existantes

permettra de déterminer leur efficacité et de proposer des améliorations basées sur des exemples internationaux. De plus, l'exploration des technologies numériques, pourrait offrir des solutions pour réduire la criminalité financière et renforcer la transparence. Enfin, des études sur l'impact des programmes de sensibilisation et d'éducation pourraient encourager les citoyens à s'engager dans la prévention et le signalement de ces crimes. En abordant ces questions, la recherche pourra fournir des recommandations concrètes et adaptées, contribuant ainsi à la lutte contre la criminalité financière et à la promotion d'une croissance économique durable au Burkina Faso.

Références Bibliographiques

- Achim, Monica, V., Sorin, N. B., Viorela, L. V., Decebal, D. Rr. F., Eugenia, E. R. M., & Ionut, I. C. C. (2021). *Economic and Financial Crimes and the Development of Society. In Standard of Living, Wellbeing, and Community Development. Edited by Ryan Merlin Yonk. London : IntechOpen.*
- Akerlof, G. (1970). *The Market for Lemons.*
- Akuoko-Konadu, E. et Mahmud , A. (2025). Corruption, economic growth, and non-performing loans in Sub-Saharan Africa : An empirical analysis . *Journal of Quantitative Economics*, 23, 233-251.
- Alban, H., Safet, M., & Ozan, G. (2018). *Consequences of Money Laundering on Economic Growth – The Case of Kosovo and its Trade Partners.*
- Amaefule, L. I., & Umeaka, E. C. (2016). *Combating Economic And Financial Crimes By The AntiGraft agencies in Nigeria : Implications on the Nation's Economic Growth and Development.*
- Anitei, N. C., & Roxana, E. L. (2016). *Evaziunea fiscală între legalitate s, i infrac, tiune (The Tax Evasion between Legality and Crime). Bucharest : Universul Juridic Publishing House*
- Aragon, Y. (2021). Chapitre 3 Régression linéaire par la méthode des moindres carrés. In *Séries temporelles avec R* (pp. 39-58): EDP Sciences.
- Asfew,N,A.,Hellin,J.,et Shiferaw, B.(2012).Determinants of adoption and spatial diversity of wheat varieties on household farms in Turkey. *Socioeconomics*.1-31.

Ayodeji Aluko Mahmood Bagheri, (2012). The impact of money laundering on economic and financial stability and on political development in developing countries. *Journal of Money Laundering Control*, Vol.15 Iss 4 pp. 442 - 457

Awale. Abdirahman .Abdinur, Abdullahi. Faduma. Ahmed, Dayah .Abdi .Kulmie (2025). *Understanding the Realities of Financial Crime in Public Institutions: Female Public Servants' Insights. International Journal of Economics and Financial Issues*, 15(1), 319-329

Belghiti, H. (2006). Les déterminants de la structure du capital: application pour les entreprises canadiennes et américaines de 1995 à 2005. Université du Québec à Montréal.

Banque Mondiale. (2023). *Note sur la situation économique du Burkina Faso*.

Bawa, A., et Ogwiji, J. (2022). Illicit financial flows and economic growth: Moderating role of Economic and Financial crime Commission in Negeria. *European journal of Accounting, Auditing and Finance Research*, 10 (9),24-35

Beccaria, C. (1764). *Des délits et des peines*.

Bhagwati, J. N. (1981). *Alternative Theories of Illegal Trade : Economic Consequences and Statistical Detection, Weltwirtschaftliches Archiv. 117(3)*, 409-427.

Bourhaba, O., Mhenna, R., & Mhenna, N. (2023). *Effet des dépenses publiques d'éducation sur la croissance économique au Maroc : Un modèle ARDL*. 633-645.

Buchanan, J., & Tullock, G. (1962). *The Calculus of Consent : Logical Foundations of Constitutional Democracy*.

Cabaravdic, A., & Nilsson, M. (2017). *The Effect of Corruption on Economic Growth Does corruption show a significant effect in the growth of an economy?*

Charreaux, G. (2014). *Finance d'entreprise*: EMS Editions.

Cohen, L., & Felson, M. (1979). *Social change and crime rate change : A routine activities approach. American Sociological Review*. 588-608.

Compin, F. (2005). *La criminalité financière existerait-elle sans la manipulation des connaissances comptables ?* 19.

- Demeshko Anastassia,. Chloe Clifford Astbury,. Kirsten M. Lee,. Janielle Clarke,. Katherine Cullerton and Tarra L. Penney (2024). The role of corruption in global food systems: a systematic scoping review. *Globalization and Health*.18 P
- Dickinson, B. (2012). *Flux financiers illicites et développement*. 143-149.
- Donwa, & Julius. (2015). *Empirical Review of The Role of Banks in Economic Development*.
- Durkheim, E. (1897). *Le suicide*.
- Durkheim, E. (1974). *Sociology and Philosophy*. New York : The Free Press.
- Eataz, A., Muhammad, A. U., & Muhammad, I. A. (2012). *Does corruption affect economic growth*.
- Efobi, U., & Asongu, S. (2016). *Terrorism and Capital Flight from Africa*”, *International Economics*. 148, 81-94.
- Ehrlich, I. (1975). *The Deterrent Effect of Capital Punishment : A Question of Life and Death*. *The American Economic Review*.
- Ferwerda, J. (2012). *The Multidisciplinary Economics of Money Laundering*, Tjalling C. Koopmans Dissertation Series USE 007, March 1984.
- GAFI. (1989). *Rapport du GAFI sur les recommandations pour la lutte contre le blanchiment de capitaux*.
- Gary, B. (1966). *Crime and punishment : An economic approach*, *Journal of political economy*. 2(76), 433-438.
- Gillaizeau, F., & Grabar, S. (2011). Modèles de régression multiple. *Sang thrombose vaisseaux*, 23(7), 360-370.
- Geene,W, H .(2018).Econometric Analysis. 8ht ed.,Pearson.
- Haoudi, A. & Dada, I. (2019).Étude empirique de la relation entre Gouvernance et Croissance Économique : Cas du Maroc . *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l’audit* « Numéro11: Décembre 2019 / Volume 4 : numéro 3 » p : 727 - 761
- Jim Yong, K. (2013). *Président du Groupe de la Banque mondiale, sur la lutte anti-corruption au Centre des études stratégiques et internationales*.

- Kaufmann, D., A. Kraay, & Mastruzzi, M. (2007). *Growth and Governance: A Rejoinder. The Journal of Politics*; n°69: Pp.570-572.
- Kartobi, S. E. (2013). Déterminants de la structure financière et réactions du marché boursier aux décisions de financement: cas des sociétés cotées à la bourse des valeurs de Casablanca. Université Nice Sophia Antipolis; Université Cadi Ayyad (Marrakech, Maroc).
- Koinda Farida et Zahonogo, Pam (2022). Capital humain et croissance économique dans l'union économique et monétaire ouest-africaine : complémentarité ou substituabilité entre la sante et l'éducation ? Revue CEDRES-ETUDES - N°74 Séries économie 2° Semestre 2022
- Kingsley, K. M. (2021). *Le trésor public au centre de la lutte contre la criminalité financière.*
- Kingsley K. Arthur, Peter Darko, Simplicie A. Asongu, Marvin O. Ansah, Sampson Adom, Omega Hlortu (2025). Financial crimes in Africa and economic growth: Implications for achieving sustainable development goals (SDGs). Journal of Economic Surveys published by John Wiley & Sons Ltd.
- Kohnert, D. (2024). *Les mesures internationales contre le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale, ont-elles un impact significatif en Afrique subsaharienne ?* 26.
- Kulmie, D.A. (2023), Do fraud triangle components motivate financial crimes in Somalia? International Journal of Economics and Finance, 15(10), 1-84.
- Kyriakos, C. N., Maria, P. R., & Keith, B. (2017). *An empirical analysis of organized crime, corruption and economic growth.* 13, 273-298.
- Masciandaro, D. (1999), "Money laundering: the economics of regulation", European Journal of Economics, Vol. 7 No. 3, pp. 225-40.
- McDowell, J. and Norris, G. (2001), The Consequences of Money Laundering and Financial Crime, Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs, US Department of State.
- McElwee, G., Smith, R., Lever, J., 2017. Illegal activity in the UK halal (sheep) supply

- chain: towards greater understanding. *Food Policy* 69, 166–175
- Mohammed, M. Hossein, A. et Nwoklo C .C. (2021). Organized crime, corruption and the challenges of economic community of west African States. *Journal of Financial Crime*, 28(4), 1109-1124.
- Labrecque, O. B. (2024). *Evolution de la criminalité économique entre 2009 et 2023*.
- Maune Alexander, Matanda, Ephraim (2022). The Nexus between Gross Capital Formation and Economic Growth: Evidence from Zimbabwe. *Journal of accounting and management*.
- Mauro, P. (1995). *Corruption and Growth*,” *Quarterly Journal of Economics*. 3-110, 681-712
- Alhiane Mehdi, Abousaid .Fatima-Zohra, Angade .Khadija (2023). Analyse de la relation entre les déterminants classiques de la finance et la structure du capital : une approche par la régression multiple pp. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, volume 4, pp 549-564.
- Musa, Y. (2024). The Effect of crime on Foreign Investment and Economic Development in Sub-Saharan Africa: A Panel Data Analysis. *International Journal of Scientific Research and Management*.
- Moore, A., W., Anderson, B., Das, K., & Wong, W., K. (2006). *Combining Multiple Signals for Biosurveillance*. In *Handbook of Biosurveillance*.
- Ndikumana, L. (2007). *Corruption and Pro-Poor Growth Outcomes : Evidence and Lessons for African Countries*”, in *Governance and Pro-Poor Growth, African Economic Research Consortium, Nairobi, Kenya, 184- 216*.
- Ogundari K. et Awokuse T. (2018), « Human capital contribution to economic growth in Sub-Saharan Africa: Does health status matter more than education? », *Economic Analysis and Policy*, 58, 131-140.
- Ouédraogo, I. M., & Kaboré, I. (2017). *lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme : Quels enjeux face au secteur informel en Afrique de l’ouest ?*
- Ouimet, M. (2012). *Six cent mille macchabées : Configurations et explications des variations du taux d’homicide à travers le*

monde en 2004. Champ pénal (2012), nouvelle revue internationale de criminologie.

- Paredes, O., T. (2002). *Capital, Coercion, and Crime : Bossism in the Philippines, John T. Sidel. Moussons.*
- Piabuo M. S. et Tieguhong J. C. (2017), « Health expenditure and economic growth - a review of the literature and an analysis between the economic community for central African states (CEMAC) and selected African countries », *Health Economics Review.*
- Pietschmann, T., & Walker, J. R. (2011). *Estimating illicit financial flows resulting from drug trafficking and other transnational organized crimes. United Nations Office of Drugs and Crime.*
- Prais,S.J., et Winsten,C.B.(1954).Trend Estimators and Serial Correlation. Cowles commission Discussion Paper.
- Quirk, P. (1996). *Macroeconomic Implications of Money Laundering. IMF Working Paper,International Monetary Fund, No. 96/66, June 1996.*
- Radeef, A. (2022). *Une analyse juridique comparative de la criminalité financière du point de vue du Royaume d'Arabie Saoudite et de la France. Droit. Université Côte d'Azur.*
- REN-LAC, R. N. de lutte anti-corruption. (2023). *Etat de la corruption au Burkina Faso. (p. 150).*
- Sabroso, L. M., Cathy, C., & Eulalio, C. P. (2023). *the economic cost of criminality : An analysis of its impact on development.*
- Said, K., & Karimi, D. (2024). Rôle de l'intelligence artificielle dans la Prévention et la Lutte contre la Criminalité Financière au Secteur Bancaire. *International Journal of Strategic Management and Economic Studies (IJSMES) ISSN: 2791-299X.*
- Sani, A.S. et Abu Bakar, A. S. (2019). Impact of economic and financial crimes on economic growth in emerging and deloping countries. *Journal of Financial crime, 26 (3), 910-920.*
- Santha Vaithilingam Mahendhiran Nair, (2007),"Factors affecting money laundering: lesson for developing countries", *Journal of Money Laundering Control, Vol. 10 Iss 3 pp. 352 - 366*

- Spyromitros, E. et Panagiotidis, M.(2022). The impact of corruption on economic growth in developing countries and a comparative analysis of corruption measurement indicators. *Journal of studies*,10(1), 1-30.
- Snezana, M., Dance, N.-V., & Sashko, V. (2021). *The economic crime, social costs and economic growth*.
- Soullez, C. (2014). *Criminalité et économie : Un mariage efficace et durable. Revue Regards croisés sur l'économie*. 14, 89-102.
- Tanzi, V., & Davoodi, H. R. (1998). *Corruption, Growth, and Public Finances. The International Monetary Fund, Fiscal Affairs Department : Working Paper No.182*. 2000.
- Tarde, G. (1890). *La Philosophie pénale*.
- Tarik, T. (2013). *Impact des crimes économiques sur le financement du développement : Cas des pays en développement (PED). International Journal of Innovation and Applied Studies*. 802-812.
- Thiombiano, L. P. (2022). *La lutte contre la délinquance financière au Burkina Faso*. 279-288.
- Trabelsi, W., & Noubbigh, H. (2014). *Criminalité financière : Le profil type du criminel en col blanc dans les entreprises tunisiennes*. 4, 63-77.
- Unger, B., Ferwerda, J., Bosma, S., & Siegel, M. (2006). *The amounts and the effects of money laundering. Netherland : Utrecht School of Economics Vredenburg 138 3511 BG Utrecht*.
- Youbi Pouépi, L. A., & Salouka, Y. (2024). *Effet de la corruption sur l'attractivité des investissements directs étrangers dans la zone Union Economique et Monétaire Ouest Africaine*. 37-50.
- Zohra, A., & Chkir, A. (2006). *Mondialisation, convergence et croissance économique : Une analyse par les données de panel MPRA Paper 7306, University Library of Munich, Germany, revised 12 Jun 2007*.
- White,H.(1980).A Heteroskedasticity consistent covariance Matrix Estimator and a Direct Test for Heteroskedasticity. *Econometrica*, 48 (4), 817-838.
- Wooldrige.J.M (2010). *Econometric Analysis of Cross Section and Panel Data*. MIT Press.

